



### *Combat*

Semaine du lundi 6 au samedi 11 mai 1963

Numéro distribué gratuitement

Réalisé par la Fédération des groupes d'études de Lettres (F.G.E.L.)

Page 4

# VERS UNE CHARTE DES JEUNES

**L**ES étudiants sont des jeunes. Aussi, depuis plusieurs années l'U.N.E.F. s'est-elle engagée dans une politique de contact avec les autres mouvements de jeunesse. La guerre d'Algérie — en ce qu'elle touchait tout particulièrement la jeunesse — a favorisé ce rapprochement. La venue au pouvoir du gaullisme l'a consolidé. En 1958 est né le G.E.R.O.J.E.P., qui regroupe 54 mouvements.

L'absence d'une politique jeunesse de l'U.N.E.F. amena cette dernière à avoir des réactions assez incohérentes face à une politique étatique. L'année 1962 fut révélatrice pour une partie importante des mouvements de jeunesse de cette nouvelle politique des pouvoirs publics.

### **Ordre du jour de la Commission :**

- x Analyse de la politique gouvernementale.
- x Attitude générale de l'U.N.E.F.
- x Haut Comité et C.O.G.E.DE.P.

### **La volonté de l'Etat**

Analyse budgétaire :

- Une baisse de l'aide accordée aux mouvements ;
- Une grande importance donnée à l'implantation de « Maisons de jeunes et de la culture » ;
- Une augmentation des crédits pour les contacts directs entre le gouvernement et la jeunesse, sans passer par les organisations représentatives, les mouvements de jeunesse.

### **Il faut avoir sa propre jeunesse...**

a) Le gouvernement a la volonté de considérer la jeunesse « inorganisée » comme celle qui lui revient de droit et qu'il doit organiser lui-même. Dans ce but, il cherche le « contact direct et sans intermédiaire »

avec elle. Les dangers d'une telle politique, c'est, à terme, l'embrigadement, la militarisation, etc.

b) Mais une telle politique nécessite des crédits importants. Cette volonté gouvernementale ne passe donc pas dans les faits, ce qui a pu conduire certains mouvements à nier sa réalité. Le comportement de la Fédération française des MJC ne laisse aucun doute sur le contrôle gouvernemental des MJC.

### **... et intégrer celle qui est organisée**

Maniant tour à tour les sourires et le bâton, Herzog s'efforce d'amener les mouvements à «coopérer» avec le gouvernement. Le moyen ? Un certain nombre d'organismes de « cogestion » entre les mouvements de jeunesse et l'Etat, tel le COGEDEP («cogestion» dans l'organisation de voyages), COTRAVAUX, COACCUEIL). La commission était unanime à déplorer les «inconvénients» de COGEDEP (dont l'U. N. E. F est membre) mais nous avons été battus (11 contre 8) quand nous avons demandé le retrait immédiat de cet organisme gouvernemental qui n'organise que des voyages de propagande pour le gouvernement (Hassi-Messaoud, Japon, etc.), et non des voyages éducatifs pour les jeunes participants.

c) Cette volonté « intégrationniste » de l'Etat s'est manifestée et le congrès l'a condamnée.

— La mise en place d'un « fonds de coopération » pour la rémunération par l'Etat des éducateurs

implique une formation étatique des cadres, des mouvements de jeunesse. La grande majorité de ceux-ci s'est opposée à ce projet.

— La cogestion par les mouvements des fonds importants alloués pour l'échange de jeunes dans le traité franco-allemand est la perle de toute cette politique. Un délégué de l'UN des Etudiants allemands est venu nous dire que son organisation refuserait de s'y prêter. L'UNEF l'a également décidé à l'unanimité (moins Strasbourg).

d) Enfin, dernier point, nous avons posé la question de la participation de l'UNEF au « Haut Comité de la Jeunesse ». L'UNEF, en refusant d'y entrer, refuse de cautionner l'ensemble de cette politique de soi-disant cogestion, de renforcer une institution qui entre dans le cadre de la politique étatique et est un des éléments possibles d'un futur «ministère de la Jeunesse ».

La participation au Haut Comité fut acceptée par des AGE qui, il faut bien le dire, peu connaisseuses

des problèmes « Jeunesse » suivaient quasi inconditionnellement la position de Merle VP Jeunesse sortant.

A l'heure actuelle, la jeunesse, dans son ensemble, manque de logement, est victime de la hausse des prix, du peu de démocratie de l'enseignement, de l'exploitation que l'on fait du travail de l'apprenti, de l'étudiant. Elle manque de stades et doit passer plus d'un an à l'armée. Il existe un certain nombre de besoins communs à tous les jeunes, besoins qui devraient se transformer en revendications à cause de l'attitude de l'Etat. Un rôle de l'U.N.E.F. est de mettre en avant auprès des autres mouvements de jeunesse (culturels, sportifs, syndicaux, politiques, etc.) la nécessité d'un regroupement de tous sur une Charte des revendications de la jeunesse.

J.-L. PENINOU

Président du groupe de sociologie.